



uniterre

LE MENSUEL AGRICOLE INDEPENDANT

Place nette

Le Parlement barricadé pour traiter du dossier agricole

Voilà une manifestation qui n'a pas demandé beaucoup d'organisation pour la mettre sur pied!

Dès le 1^{er} décembre, plusieurs dizaine de journalistes ont contacté le bureau d'Uniterre pour savoir à quelle heure les milliers de paysans attendus sur la place fédérale pour le débat spécial sur l'agriculture allaient venir.

Quels milliers?

Uniterre a décidé à la mi-novembre de ne rien organiser sur Berne le 3 décembre 2009. Ceci afin de ne pas avoir plusieurs discours sur la Place fédérale et en ayant le sentiment que les dés étaient déjà jetés. Nous avons donc pris l'option de faire un simple communiqué de presse rappelant les positions d'Uniterre relayées depuis le début de la révolte paysanne.

De peur de voir arriver des «hordes de paysans révoltés», la Place fédérale était bouclée, vidée. Seules restaient quelques vaches «Justine» et une vingtaine de paysans. Un arrêté sur image qui pouvait presque faire penser à la mort des paysans.

Les Parlementaires quant à eux, étaient priés de passer par la porte arrière du Palais fédéral afin d'éviter tout contact avec la foule en colère.

Si la situation peut paraître risible au premier abord, elle est aussi triste sur bien d'autres points.

Quelle mouche a donc piqué la police fédérale pour qu'elle prenne la décision de barricader une place sensée représenter un espace de dialogue, voire de contestation citoyenne. Quelles récentes actions ont été menées par Uniterre ou par d'autres organisations paysannes qui pourraient laisser présager un embrasement du Palais? Quelques jours avant cette «farce fédérale», la police genevoise, craignait, paraît-il,



En 2008, nous étions sur la place fédérale pour lancer la campagne pour un prix équitable.

que des centaines de tracteurs bloquent le Centre international de conférence de Genève (CICG) où se tenait la conférence ministérielle de l'OMC.

A n'en pas douter, nos autorités doivent se sentir fort mal à l'aise dans les décisions qu'elles prennent ces derniers temps pour demander une protection massive de leurs débats feutrés.

Cela rappelle d'autres temps où l'on préférerait cacher les pauvres, les paysans, les serfs, les manants aux yeux du Royaume. Afin que les repas des seigneurs ne soient pas perturbés par la grogne des «gens d'en bas». Quel triste spectacle d'une démocratie bien mal en point. Car à n'en pas douter, d'autres lobbies avaient probablement trouvé une place fort confortable dans les couloirs

du Palais fédéral afin d'influencer encore les quelques parlementaires «égérés».

Les politiques agricoles et alimentaires doivent être décidées avec l'appui de la population. Les débats parlementaires ne doivent craindre la révolte de la rue, ils doivent s'en alimenter; de manière réfléchie certes, sans précipitation ni trop de passion mais avec un brin d'émotion, d'écoute et de respect.

Ne pas vouloir ajouter le grain de sel de la révolte paysanne dans les débats techniques et calculateurs du Parlement ne donne qu'une fade tambouille à ingurgiter. C'est sans surprise que d'ici peu, les paysans se révolteront à nouveau!

Qui sème le vent...



Points de vue

Parole aux membres

Pages 2 et 3



OMC

Reflets des mobilisations

Pages 4 et 5



Actuelaitière

Suisse et France

Page 7



Condamnation

Les suites de Pringy

Page 8

POINTS DE VUE

Une révolte peut en cacher une autre...

Celle qui se termine devrait en appeler une autre et concerne plus directement ceux qui prétendent et ont charge de nous défendre : Vous, d'abord l'Union Suisse des Paysans, vous avez une connaissance exhaustive des risques encourus aujourd'hui par l'agriculture et vous êtes incapables de promouvoir une défense professionnelle digne de ce nom ? Et vous, les directeurs de nos Chambres d'agriculture regroupées sous le label AGORA, où étiez-vous, où vous cachiez-vous pendant ce temps de révolte ? L'Agora était pourtant la place publique de la Rome antique sur laquelle se débattaient les grandes questions de l'Empire, là où les citoyens se retrouvaient pour échanger grands et petits soucis. On ne vous y voit plus guère pour faire valoir nos revendications, retranchés dans le calme feutré de vos bureaux à débattre d'une agriculture qui ne semble plus être celle des paysans. Vous semblez davantage prompts à relayer aveuglément les décisions que vous dictent la très politisée USP, elle-même largement sous influence de ses parlementaires fédéraux aux ordres de leur direction de parti, que de prendre la défense des plus démunis d'entre nous et de les accompagner sur les chemins de la révolte.

Avec la charge qui est la vôtre, employés d'une corporation qui vous paye, il n'est tout simplement pas admissible de refuser son soutien à une révolte paysanne lorsque, de plus, celle-ci dépassait nos frontières et portait un caractère largement européen, ne serait-ce que par simple solidarité. Vous avez failli à votre devoir de soutien, si ce n'est du bout des lèvres, aux plus menacés d'entre nous, alors que les Parlements vaudois et valaisan et plusieurs Villes disaient tout haut leur soutien à la révolte. Vous êtes restés cois et poliment silencieux préférant vous aligner sur la politique du ventre mou de nos plus hautes instances agricoles qui, bien que détenant la plupart des clés des questions agricoles laissent à d'autres le soin de les résoudre à notre place.

Pourquoi avoir ignoré de votre superbe les très nombreux paysans de Romandie qui, ne comptant que sur leurs forces et leur courage, se sont mobilisés à l'appel d'Uniterre pour réclamer des prix équitables et une juste rémunération de leur travail. Seriez-vous également restés de marbre si votre salaire avait été indexé sur les prix des produits agricoles ? Les manifestations déployées dans les villes et villages, ont démontrés les attentes et les craintes de nos concitoyens sur le devenir de la paysannerie suisse à laquelle ils sont attachés. Ils étaient avec nous, par défaut vous étiez contre nous...

Nos concitoyens reconnaissent la

nécessité de plus de justice dans les échanges et une répartition plus équitable des marges de commerce alors que vous restez loyaux avec la grande distribution et le monde des affaires prétextant qu'il vaut mieux composer que lutter contre eux. Résultats, nos prix ne cessent de baisser et notre revenu suit la même pente. Nous perdons le contrôle de notre production au profit de l'industrie et le jour viendra plus rapidement qu'on ne le pense, où elle en prendra définitivement le contrôle. Vous ne soutenez jamais des prix équitables au prétexte que c'est le marché qui décide. Vous connaissez pourtant toutes les perversions d'une économie de marché mais vous en acceptez ses tares et toutes les injustices qu'elles provoquent. Il y a dans le Marché une éthique à défendre, elle représente à elle seule un axe de lutte qui permet facilement de dégager des majorités et mettre à mal la politique de la grande distribution.

Plusieurs émissions de télévision, plusieurs de radio ont traduit le désarroi des campagnes ce que sont incapables de relayer nos institutions agricoles qui se cantonnent dans de pieux discours à usage interne mais ont renoncé à combattre le mal à la racine.

Vous n'avez que l'imagination polie de gens bien élevés alors que plusieurs milliers d'exploitations disparaissent chaque année. Est-ce ainsi que vous comprenez les principes de la souveraineté alimentaire ? Quelle politique défendez-vous au juste ?

Vous sortez vos plus belles plumes pour stigmatiser l'attitude de quelques paysans venus manifester leur colère lors de la fête des olympiades du fromage, faisant voler sans danger quelques bottes autour de notre ministre, mais vous admettez l'agression quotidienne de sa politique ultra libérale qu'elle veut à tous prix nous imposer sous le couvert de l'OMC et des accords de libre-échange avec l'UE, jusqu'à ce que meure le dernier d'entre nous. Vous cautionner l'avènement d'une agriculture industrielle au détriment d'une agriculture paysanne que réclame notre population. Madame Leuthard défend les valeurs d'Economie Suisse qui a renié depuis longtemps son agriculture pour n'en faire qu'une économie «de niche» et vous la laissez déployer sa politique de sape en lui offrant, qui plus est, une tribune tout en la refusant à la «colère paysanne». Quelle démocratie défendez-vous dans ce pays, lorsque vous laissez les plus faibles être laminés par les plus forts ? David ne semble pas être né dans vos rangs pour oser défier ce Goliath. Quelle justice sociale défend notre ministre pour accepter pareil massacre alors qu'elle s'émeut et se bat pour sauver

les emplois de l'industrie d'armement menacés par l'initiative populaire contre les exportations d'armes. Chaque année pourtant des milliers d'exploitations disparaissent de nos campagnes. Elle feint le dialogue alors qu'elle n'écoute pas. Il faut dès lors en appeler à l'opinion et passer par-dessus les convenances pour être entendus et démontrer la résistance de notre profession. LA RESISTANCE, voilà le maître-mot qu'il vous faut réapprendre pour changer le monde et croire encore à un monde plus juste. Sans Résistance et sans désobéissance civique, Paris serait peut-être devenu la capitale de l'Allemagne, l'apartheid en Afrique du Sud déploierait encore ses effets maléfiques, L'Afrique n'aurait pas été rendue aux Africains, Gandhi ne serait pas venu à bout de la domination anglaise, sans l'engagement d'Amnesty, des centaines de prisonniers innocents seraient encore au fond des geôles de leurs bourreaux, on ne parlerait pas des conditions ignobles de la main d'œuvre sur les lieux de productions de certains fruits et légumes d'hiver que l'on retrouve dans tous nos super-marchés. La liste est longue de ceux qui ont dit «non» et se sont engagés pour défendre les causes «perdues» ou «oubliées» et qui les ont gagnées. Vous feriez bien de méditer à leur sujet et de vous en inspirer. Et pourquoi ne serait-ce pas vous à vous engager sur cette voie ?

Nous avons, nous, agriculteurs de ce pays une responsabilité à l'égard de nos concitoyens parce que nous sommes conscients du rôle indispensables que nous jouons dans l'équilibre social, économique autant qu'écologique de notre pays.

On peut tout simplement qualifier votre attitude de «non-assistance à personnes en danger» alors que l'hémorragie dans nos campagnes se poursuit sans qu'elle semble vraiment vous émouvoir. Vous continuez de composer avec une politique qui veut notre asservissement alors qu'il faudrait trouver les moyens de s'en affranchir. Vous avez perdu toutes capacités de réaction autres que verbales. Que faire de dirigeants qui ont perdu la foi d'un autre possible, qui n'ont d'autres préoccupations que de se soumettre en gérant le repli et en organisant la retraite ? Le monde agricole vit ainsi depuis plusieurs années une véritable Bérésina.

Indépendamment des incidents graves qui ont émaillé le défilé du 28 novembre par la faute d'une centaine d'émeutiers venus tout exprès la parasiter, que penser de votre refus de vous joindre à la manifestation contre la politique de l'OMC au prétexte d'une alliance contre nature avec d'autres milieux que vous qualifiez hautainement d'altermondialistes ? C'est autant de l'intolérance,

de l'incohérence que de la lâcheté. La définition-même de l'«altermondialiste» c'est littéralement le tenant d'un autre monde. Cette définition devrait vous autoriser sans peine à y adhérer si, comme vous le prétendez, vous êtes porteurs d'autres valeurs plus équitables pour notre société. Ce sont pourtant des citoyens comme nous, victimes d'un système qui ne peut produire que les mêmes effets là où il s'applique. Ce sont pourtant des citoyens comme vous et nous, consommateurs de nos produits et prêts à nous soutenir. Là où il faudrait désenclaver l'agriculture vous l'enfermez pour mieux la contrôler.

Là où il faudrait s'unir, vous prêchez la mise à distance. Que signifie cette peur de l'autre sinon l'affirmation d'une politique d'apartheid et d'exclusion propre aux milieux de la droite dure dans laquelle vous vous retrouvez presque tous. Du discours, vous avez le contenu, quasi sans failles, mais votre laisser-faire vous place chaque jour un peu plus en porte-à-faux avec les idées que vous feignez de défendre.

On exige de nous des restructurations sans fin, il serait temps, je crois, de restructurer également notre défense paysanne si nous voulons croire encore à un avenir pour ceux qui nous suivent et à une juste prise en compte des intérêts d'une population qui a déjà pris fait et cause pour son agriculture.

Il est grand temps de provoquer un débat d'envergure en forme de bilan pour définir d'autres formes de luttes. Il est temps je crois de remettre en question nos institutions agricoles et leur fonctionnement qui ne paraît plus du tout adéquat, empêtré qu'il est dans ses propres contradictions.

*Alexis Corthay membre d'Uniterre.
Novembre 2009*

Commentaire

Nous avons souhaité publier ce courrier d'Alexis Corthay prévu pour le journal Agri qui, à notre connaissance, n'a pas souhaité le faire paraître en raison de sa longueur.

Bien sûr, tout est question de priorité. Quelques fois il faut savoir renoncer ou reporter un article pour laisser place aux lecteurs, surtout quand ceux-ci expriment leur révolte. A notre connaissance, Alexis Corthay n'est pas le seul paysan traversé par ces sentiments. Le fait d'avoir pris le temps de les coucher sur papier mérite qu'ils soient publiés car ils posent des questions fondamentales sur l'avenir de la défense professionnelles agricoles en Suisse.

Le bureau d'Uniterre

POINTS DE VUE

Des terres et des hommes

Après le succès du Forum sur la souveraineté alimentaire qui s'est tenu le 3 novembre dernier à Berne, il ne faudrait surtout pas se reposer sur ses lauriers. L'idée du lancement d'une initiative populaire pour ancrer ce principe dans la Constitution ne doit pas être découragée. Il y aura certes un débat aux chambres fédérales suite à l'initiative parlementaire de Jacques Bourgeois sur ce même thème, mais il se déroulera dans les salons feutrés du Palais fédéral, loin des citoyens et à l'écart des paysans et des consommateurs. C'est dommage, car ce thème, si important pour notre survie mériterait un débat public aussi large que possible.

Le concept de la souveraineté alimentaire induit deux paramètres essentiels : la terre en tant que support de la production des aliments et les hommes capables de produire cette nourriture, les paysans donc. Commençons par la terre et prenons acte de la finitude de celle-ci. Mais oui notre globe terrestre est fini, donc inextensible. Autrement dit, chaque mètre carré compte, ici comme ailleurs. Or en Suisse, le constat est immuable depuis des décennies, à chaque seconde qui passe un mètre carré de terre agricole est construit, donc irrémédiablement soustrait à la production de nourriture. Si on y ajoute une surface quasiment équivalente couverte par une forêt colonisatrice, il y a de quoi s'inquiéter. L'extension de la forêt est le moindre mal, bien sûr, car réversible si nécessaire ou souhaitable, mais le béton et le bitume, c'est définitif.

L'un des principes du concept de la souveraineté alimentaire est d'éviter de transporter la nourriture sur de longues distances, afin d'économiser l'énergie et préserver l'environnement. Chaque pays devrait donc non seulement avoir le droit, mais véritablement le devoir, de se nourrir lui-même. Autant que faire se peut, bien sûr. Le nôtre, suite aux difficultés d'approvisionnement durant la dernière guerre mondiale, et à la mise en place du fameux Plan Wahlen, avait créé un outil consistant à octroyer à chaque canton un quota de surfaces agricoles à tenir libre de toute construction, des surfaces d'assolement (SDA). Qui s'en souvient encore? Et quels sont les cantons qui s'en préoccupent? L'OFAG ferait bien de s'en soucier. Faute de quoi, la Suisse fera peut-être bientôt partie des nations qui, aujourd'hui déjà, achètent des terres agricoles nourricières dans d'autres continents avec, pour conséquence, la destruction du tissu social des contrées concernées.

D'aucuns disent que la Suisse a bien réussi son aménagement du territoire. C'est une thèse difficilement soutenable pour qui se rend en train, et les yeux ouverts, de Genève à Romanshorn. Seul le canton de Genève - son exigüité l'obligeant - a bien su prendre soin de ses terres. Mais pour combien de temps encore réussira-t-il à évacuer chez ses voisins vaudois et français son lancinant problème de manque chronique de logements? Pour le voyageur, dès Versoix, le constat est si consternant et

le mitage du territoire si évident qu'on a l'impression de ne plus sortir d'une grande agglomération. Elle est certes entrecoupée de zones vertes, mais pour combien de temps encore? Or, sous la constante pression d'un système économique qui ne répond qu'aux critères de la rentabilité à tout prix et d'une maximisation des profits, les agriculteurs de notre pays sont contraints de réaliser des «économies d'échelle», de «rationaliser» leurs exploitations et de «voir grand». Mais comment faire lorsque les terres les plus fertiles et les plus faciles à exploiter disparaissent et qu'il faut slalomer entre les immeubles avec du «matériel adéquat»?

«Construisons les villes à la campagne, l'air y est plus pur!», disait déjà, avec beaucoup d'humour et d'à propos Alphonse Allais à la fin du 19ème siècle, cet écrivain français qui maniait avec adresse et justesse l'absurde et le quiproquo. La Suisse, avec un peu de retard qui lui sied si bien, le prend au mot et, sous pression des milieux économiques, transforme en ville, sournoisement mais sciemment, un pays réputé pour la beauté de ses paysages cultivés, qui font la joie des nombreux touristes dont notre économie nationale a aussi besoin!

Mais pour aborder avec pertinence la nécessité d'économiser les terres cultivables, il faut évoquer la dernière grande crise alimentaire que la Suisse a connue, celle de 1939 à 1945. C'est tout de même grâce à l'effort des paysannes

et paysans de ce pays qu'elle n'a pas eu à en souffrir. Aujourd'hui - et c'est réjouissant - de plus en plus nombreux sont les citoyens suisses qui souhaitent une agriculture de proximité, mettant sur le marché des produits de qualité et parfaitement sains. La Suisse ne pourra jamais être autonome en matière de produits alimentaires. C'est une évidence. Mais elle prend plutôt le chemin inverse. Selon les statistiques publiées récemment par l'OFAG dans son rapport agricole 2009, le taux d'autosuffisance en matière de denrées alimentaires, exprimée en termes de valeur, était de 72% pour la période 1990/92. Pour l'année 2007, ce taux n'est plus que de 64%. La période 2005/07, comparée à celle de 1990/92, fait ainsi apparaître une baisse de 11.6%.

La Suisse doit construire les villes en ville (pourquoi pas en hauteur?) et cesser de gaspiller sa terre en créant de nouvelles zones villas. Cesser donc une dispersion de l'habitat qui a comme corollaire des besoins supplémentaires en infrastructures de tous ordres. La terre est un bien public, même si sa propriété est garantie. Son allocation et sa gestion doivent donc répondre à des critères communs, acceptables par tous. La prochaine révision de la Loi sur l'aménagement du territoire doit en tenir compte. Nous avons besoin des terres agricoles, ici et ailleurs, au nord comme au sud de ce globe.

Willy Streckeis, le 30 novembre 2009

Interdire les manifestations à Genève ?

Au milieu des années 80, j'étais déjà parmi les milliers de manifestants paysans qui ont forcé les grilles de l'OMC.

La vingtaine de policiers gardant la porte principale n'ont pas été bousculés, pas de dégradation constatées!

Fin des années 90, les casseurs se sont infiltrés dans la manifestation, ils étaient désorganisés, à peine plus d'une centaine, nous étions des milliers de manifestants paysans, alter mondialistes et familles de citoyens, tous unis pour dénoncer le système du «tout pour le commerce, les restes pour les hommes.» Les casseurs ont commis des déprédations, les manifestants affligés par un tel comportement étaient prêts à soutenir la police pour y mettre fin, à notre grande étonnement la police est resté passive!

Samedi, les vols low-coast en direction de Genève ont été annulés en catimini, des manifestants coréens ont été bloqués à l'aéroport, des centaines de policiers sont mobilisés.

Au vu des violences prévisibles, de nombreux citoyens et beaucoup de familles avec enfants n'osent plus manifester. Je me suis pourtant rendu à la place Neuve, au volant de mon tracteur avec remorque, bardée de banderoles «VIVE LA VIE; MORT A L'OMC- POUR UN COMMERCE EQUITABLE.» Après deux contrôles de police serrés, je me suis retrouvé avec une foule bigarrée et festive. Avant le départ du cortège, le bloc des casseurs s'est formé derrière moi. D'une centaine d'individus, ils se sont multipliés à 2 ou 3 cents au départ du cortège (organisés, ils se changent et se répartissent le matériel) aucune présence policière de dissuasion! Les organisateurs n'ont pas la capacité d'agir seuls face à cette force cagoulée en recherche d'adrénaline. Nous arrivons au croisement avec les rues Basses, les forces de l'ordre sont en nombre à l'angle du Crédit Suisse, pourtant toutes les vitres du bâtiment sont méthodiquement fracassées, sous les yeux des manifestants interloqués, ceci à moins de cinq mètres du cordon de police resté stoïquement passif.

Après ce test, les casseurs se sont sentis libres de se déchaîner en toute impunité jusqu' au blocage du cortège au Pâquis.

Samedi, nous Citoyens qui luttons pour un monde plus équitable, nous n'avons pas pu manifester devant l'OMC, je représentais avec d'autres les milliards de paysans privés de leurs droits élémentaires.

Ainsi, les propriétaires de voitures et de biens vandalisés ne sont pas les seuls à avoir été spoliés en ce triste samedi.

Inexorablement, le monde change par le mouvement. Le droit de manifester est un des piliers de notre démocratie, l'interdire à cause de l'action de casseurs risque de nous en priver pour longtemps. A nous tous, pouvoir politique, encadrement des forces de l'ordre et citoyens à relever ce défi.

S'interdire pour survivre, c'est déjà mourir un peu.

Yves Batardon Viticulteur

OMC ET LIBRE ÉCHANGE

Reflets des différentes actions menées du 28 novembre au 3 décembre en Suisse

Du 27 novembre au 3 décembre, le mouvement paysan international La Via Campesina et Uniterre était présent à Genève à l'occasion de la 7ème Conférence de l'Organisation Mondiale du Commerce (OMC). Une trentaine de délégué-e-s en provenance d'Afrique, d'Asie et d'Europe comptaient rappeler aux ministres leur responsabilité dans le chaos actuel alimentaire, financier, et climatique.

Le bilan des politiques de l'OMC et des accords de libre échange est catastrophique, notamment pour l'agriculture paysanne mondiale. Le cycle de Doha - soit disant cycle du développement - est tout au plus un cycle de développement des crises. Pascal Lamy, le directeur général de l'OMC n'a de cesse de présenter les politiques de son organisation comme une solution miracle pour les économies du monde. Mais, après 15 ans d'opposition aux politiques de l'OMC, les paysans et les paysannes ont rebaptisé l'OMC «l'organisatrice mondiale des crises».

En Europe, les exigences de l'OMC, sont à l'origine de la politique ultra libérale de la commission européenne qui fait courir à sa population agricole de grands risques de faillite. La récente grève du lait suivie par les éleveurs laitiers de 21 pays européens est directement liée à l'abandon des quotas laitiers imposé par l'OMC. En Suisse, depuis mi septembre de nombreux paysans ont entamé la «révolte paysanne» pour dénoncer les prix trop faibles à la production et la mainmise des intermédiaires. En Inde, la paysannerie est aussi au bord de la faillite. Ce sont par dizaine de milliers que début septembre, les paysans ont afflué dans les rues de Dehli pour mettre leur gouvernement face à ses contradictions. Alors que d'un côté, le ministre du commerce indien promet de protéger l'agriculture indienne, il avalise par ailleurs une base de négociation à l'OMC qui met en danger les moyens de subsistance de plus des 2/3 de la population indienne. En Corée, les paysans et les paysannes vivent les mêmes difficultés que les producteurs de laits européens ou les paysans indiens puisque le prix du riz

ne couvre pas leur coût de production.

Des leaders de ces différentes luttes étaient présents à Genève pour porter jusqu'aux oreilles des ministres des pays membres de l'OMC le message de désespoir et de révolte des milliers de paysans et paysannes qu'ils représentent.

Cela a été l'occasion de présenter l'alternative aux crises actuelles: la souveraineté alimentaire, le droit de produire localement et de manière durable pour se nourrir et nourrir les communautés avoisinantes.

quences dramatiques de la libéralisation sur l'agriculture paysanne du monde, nous demandons que l'OMC sorte de l'agriculture.

Nous regrettons que la violence matérielle ne nous aie pas permis d'exprimer ce message devant le bâtiment qui héberge l'OMC à Genève. Sans minimiser les quelques casses survenues le 28 novembre, nous constatons néanmoins qu'une autre forme de violence, sociale, politique et économique, s'exerce au quotidien sur une part importante de la population mondiale, dont les paysans.

Sitting devant l'OMC à Genève lors de la journée spéciale agriculture

Une vingtaine de délégué-e-s de la Via Campesina provenant d'Inde, d'Indonésie, du Japon, du Bangladesh, de Corée, de France et de Suisse, accompagnée de quelques délégués de la caravane «climat et justice sociale» et de Genevois a entravé l'entrée de l'OMC pendant 45 minutes par un sitting pacifique le 1er décembre.

Les délégué-s- voulaient ainsi dénoncer le travail qui est fait au quotidien contre les intérêts des paysans dans ce bâtiment, à l'heure où les employé-s- de l'OMC arrivaient au bureau.

Lors de cette action, les militant-e-s ont scandé plusieurs slogans tels que «down down wto! what we want is food sovereignty! now!» et entonné plusieurs champs dans les différentes langues représentées! Le sitting s'est terminé par une minute de silence en mémoire à notre collègue Lee, qui s'est donné la mort à Cancun lors d'un précédent sommet de l'OMC.



Manifestation contre l'OMC

La Via Campesina était présente avec une importante délégation lors de la manifestation du samedi 28 novembre contre l'Organisation Mondiale du Commerce (OMC).

La mobilisation a été forte puisqu'il y avait près de 5'000 personnes dans les rues de Genève. Ces personnes, dont La Via Campesina comme à son habitude, avaient pour objectif de manifester de façon non violente, mais avec un message politique fort et radical vis à vis de l'OMC. En raison des consé-

N'oublions pas qu'un milliard de personnes ne mangent pas à leur faim. Que des décisions politiques violentes criminalisent certains syndicats au quotidien: cela a été le cas pour nos trois délégués coréens qui n'ont pu nous rejoindre pour les différentes mobilisations et qui sont détenus à l'aéroport depuis vendredi 27 novembre à 23h.

C'est ces aspects qu'il nous faut thématiser lors de nos présences successives à Rome, Genève et Copenhague.

Valentina Hemmeler Maïga



3 collègues coréens détenus à l'aéroport à la veille de la manifestation contre l'OMC puis expulsés vers Séoul après 40h

Dans la nuit du 27 au 28 novembre 2009, à leur arrivée à l'aéroport de Genève, 3 des délégués de la Via Campesina et de la coalition Korean Progressive Alliance ont été interdits d'entrée sur le territoire Suisse. De la délégation coréenne originalement composée de 5 personnes (2 femmes et 3 hommes: Mr Dosuk Kan président du KPL (Korean Peasant Ligue); Mrs Kangsil Lee et Mr Jejoon Ju (Korean Progressive Alliance); Mrs Eunju Byun KWPA (Korean Women Peasant Alliance), Mr Byungsu Kim (interprète), seules deux personnes ont pu rejoindre le reste de la délégation de La Via Campesina.

Nous dénonçons avec vigueur plusieurs violations des Droits de l'Homme subies par ces personnes. Ils n'ont pas été informés des raisons de cette décision fédérale, ils ont dû se dévêtir totalement un par un pour être intégralement fouillés. Ils n'ont pas pu appeler leur ambassade. Dans l'après-midi du 28 novembre, un avocat genevois a enfin pu les rencontrer pendant deux heures et a transmis à la délégation de La Via Campesina une déclaration de la part de M. Dosuk Kan. Celle-ci appelait la délégation à poursuivre les manifestations à Genève, à faire passer notre message d'opposition à l'OMC. Elle annonçait également que le KPL sera présent à Copenhague ainsi que lors du sommet du G20 qui se tiendra prochainement à Séoul.

La Via Campesina était présente à Genève pour défendre la souveraineté alimentaire et les droits des paysans. C'est pour cette raison que le gouvernement fédéral leur refuse le droit d'accès en Suisse.

Nous exigeons que l'agriculture soit sortie des négociations de l'OMC (Organisation Mondiale du Commerce) car comme le montre à nouveau cette arrestation, cette organisation contribue à la criminalisation des mouvements paysans. Le droit démocratique de manifester dans la Genève internationale a été bafoué alors qu'on nous avait assuré qu'aucune arrestation préventive serait opérée. Nos collègues ont toujours été parfaitement respectueux des modes de manifester en Suisse et nous avons toutes les garanties que nos collègues manifesteront de manière déterminée, mais non violente.

OMC ET LIBRE-ÉCHANGE

Bunge, Cargill et Migros se font du blé, mais les paysans sont sur la paille!

La Via Campesina et UNITERRE, le réseau «Notre Monde n'est pas à Vendre» ainsi que la caravane «Justice Sociale et Climatique 2009» ont invité la population à les suivre pour découvrir deux compagnies multinationales ayant leur siège social à Genève et un grand distributeur bien connu des Suisses.

Genève est la première place mondiale dans le négoce des céréales, et notamment du riz. Plus d'un tiers du commerce mondial agricole est négocié à Genève. Du sucre au coton, du café au riz, du blé au soja, les 300 sociétés transnationales implantées en Suisse romande réalisent un chiffre d'affaires annuel de 300 milliards de dollars.

En raison de leurs pratiques, les multinationales participent à la destruction massive de l'agriculture paysanne mondiale. Nombre d'entre elles font la promotion au plan mondial des organismes génétiquement modifiés qui sont absolument incompatibles avec la protection de la biodiversité et des semences paysannes.

Elles font partie des acteurs principaux d'un nouveau type de colonialisme puisqu'elles participent activement à l'accaparement des terres dans les pays du Sud pour produire des aliments pour les pays développés.

Elles spéculent aussi sans scrupule sur les stocks alimentaires et engrangent ainsi d'énormes profits.

De plus, elles encouragent l'industrialisation de l'agriculture et la production de monocultures à très grande échelle (pour la production de fourrages, de papier ou d'agrocarburants).

Elles sont les principales bénéficiaires de la libéralisation des échanges. Ce n'est donc pas un hasard si elles sont installées dans la même ville que l'Organisation Mondiale du Commerce (OMC). Ceci leur permet d'exercer un lobby permanent au sein de cette organisation pour être garanties de pouvoir poursuivre sans entrave leurs pratiques criminelles. Elles sont des obstacles évidents à la mise en oeuvre de la souveraineté alimentaire.

Notre «alter-tour touristique» dans Genève a fait trois arrêts symboliques.

Première étape: BUNGE

BUNGE est une des plus grande compagnie agroalimentaire au monde. C'est le plus grand transformateur d'oléagineux, le meunier le plus important, et un des leaders dans l'affouragement du bétail au Brésil. Ses activités couvrent tous les domaines, du champs jusqu'au détaillant. Elle est présente dans 30 pays différents.

BUNGE est le plus grand transformateur de soja au monde. Elle participe ainsi largement à la déforestation de l'Amazonie et au déplacement des petits paysans et des communautés

indigènes afin de pouvoir implanter ses monocultures. Cette compagnie a également été accusée de se fournir auprès de plantations où travaillaient des esclaves. Cela ne concerne pas uniquement des fermes brésiliennes mais aussi celles au Paraguay où des producteurs industriels ont acheté des terres afin de cultiver des monocultures



à très large échelle pour du soja destiné à l'exportation.

BUNGE participe également à la production industrielle d'agrocarburants qui ont contribué à la spéculation sur les denrées alimentaires en 2007 et 2008 augmentant de manière catastrophique le nombre de personnes souffrant de la faim. Les profits de BUNGE ont cru de 50% en pleine crise alimentaire.

Deuxième étape: CARGILL

CARGILL est la plus grande entreprise formée par des capitaux privés aux Etats-Unis. Elle agit dans presque tous les segments de la chaîne agroalimentaire industrielle. Elle est un des principaux leaders dans l'achat des céréales, de leur transformation, et de leur distribution. Elle est aussi leader dans la transformation du soja et dans la manufacture d'ingrédients alimentaires. Cet automne, CARGILL a lancé une innovation, qui permet de fabriquer un fromage analogue très économique et sans aucun ingrédient laitier, destiné au marché des pizzas et divers plats préparés. En pleine crise laitière on appréciera...

CARGILL abuse de sa position dominante dans le commerce agricole mondial afin de faire une pression énorme sur les prix aux producteurs.

CARGILL a fait un lobby efficace à l'OMC dans le cadre de l'accord sur l'agriculture. Cela a accéléré la destruction

de la paysannerie familiale mondiale. CARGILL n'a eu cesse de promouvoir le libre échange et elle est un des acteurs clé dans le positionnement des Etats-Unis pour les négociations agricoles de l'OMC. L'ancien vice-président de Cargill, Dan Amstutz a rédigé le draft du texte sur l'accord sur l'agriculture de l'OMC qui a consacré l'ouverture des marchés du sud et converti une part de l'agriculture en agriculture industrielle contrôlée par les multinationales.



CARGILL est impliquée dans la «round table for responsible soy» et d'autres initiatives similaires de «greenwashing». Plutôt que de promouvoir des méthodes de production durable, cette «roundtable/table ronde» légitime en fait l'existence de pratique de production socialement et environnementalement destructrices.

En 2008, au plein cœur de la crise alimentaire, CARGILL a annoncé des profits de plus de 4 milliards de dollars augmentant ses profits de plus de 80%.

Troisième étape: MIGROS

Le plus grand distributeur suisse, Migros, détient 50% des parts de marché du commerce alimentaire suisse. Avec son concurrent COOP, ils détiennent 80% du marché alimentaire en Suisse.



Migros possède un certain nombre d'entreprises de transformation (exemple: Elsa pour les produits laitiers, Micarna pour la viande). La moitié des ventes que Migros effectue provient de ses propres usines de transformation. Cette intégration de la filière favorise le

manque de transparence dans la constitution des prix au consommateur. Pour exemple, un paysan reçoit environ 55 cts de CHF par litre de lait alors qu'il est vendu 1,65 CHF dans le magasin. En quinze ans, les prix aux producteurs ont baissé de 25% alors que les prix aux consommateurs ont augmenté de 12%.

En 2008, le groupe Migros a fait le 3^{ème} meilleur bénéficiaire de son histoire.

Au final: Les Charrotons

Notre tour se termine par une visite à la ferme des Charrotons, coopérative maraîchère reliant producteurs et consommateurs par un système de paniers et de participation des consommateurs aux récoltes. Il s'agit d'un exemple d'agriculture contractuelle de proximité.

Plutôt que de se retrouver devant l'OMC, nous avons préféré finir notre tour par cet exemple de mise en pratique de la souveraineté alimentaire au plan local. Ce projet initié par une équipe de jeunes paysans et de consommateurs genevois est porteur d'avenir... bien plus motivant que les lugubres projets concoctés au sein de l'OMC par les acteurs visités précédemment.



Nous avons trinqué à la santé de ces projets encourageant l'agriculture de proximité, proche des citoyens, offrant des produits de qualité et rémunérant les paysans au juste prix!

Valentina Hemmeler Maïga
Solenne Piriou, Via Campesina

www.uniterre.ch
www.eurovia.org
www.viacampesina.org

INTERNATIONAL

Du fromage artisanal au Kirghizstan

Martin Chatagny est un agriculteur suisse à la retraite. Depuis de nombreuses années, il sillonne le globe pour partager son savoir faire avec des collègues paysans d'autres contrées. Voici un témoignage sur son dernier voyage au Kirghizstan.

En début d'année une personne m'a contacté pour participer à un projet de fabrication de fromage artisanal au Kirghizstan. Mon séjour a duré de mi-août à mi-septembre. D'abord, j'étais sur un alpage à 2400 m d'altitude. Dans cette région la limite de la végétation est à 3200 m. Ensuite, nous sommes descendus au village de Saruu à 1800 m. Là, les vergers étaient chargés de fruits, même des abricots. Il y règne un climat tropical. Avec le soleil, la température monte à plus de 30 °C. Mais la nuit, et par temps couvert, il fait froid. C'est un beau pays avec ses montagnes à plus de 5000 m et ses sommets enneigés. Dans les vallées, les chemins et les ponts ne sont pas entretenus. Aucune correction des eaux n'a été réalisée, ni aucune construction en dur. Les bergers montent des yourtes pour la période d'alpage. Il n'y a pas de clôture pour le bétail. De grands troupeaux de bovins, chevaux, moutons et chèvres se promènent sur des pâturages limités par les rochers et les torrents, sous la garde de bergers à cheval. Les collines sont entièrement déboisées et recouvertes de pierres. Elles sont régulièrement tondues par les troupeaux de moutons et de chèvres, empêchant le reboisement. En plaine, l'été, il peut faire très chaud et les pluies sont rares. Dans ce pays les terres sont très fertiles. Les parcelles cultivées ont une forte proportion de légumineuses, principalement de la luzerne. De grandes surfaces sont consacrées aux céréales. La moisson se pratique de fin septembre à octobre. Il y a beaucoup de canaux d'irrigation, malheureusement pour la plus part abandonnés.

La fabrication de fromage fut un succès. Sur place, j'ai poursuivi le projet mis en route par Marlène Galletti, une valaisanne. Une yourte-fromage avait été montée pour la fabrication, et une petite cave creusée dans la montagne. Une fois résolues les questions de température, d'aération de la cave et de souris, la fabrication a bien fonctionné. Pour la langue locale, jusqu'à mi-septembre, je disposais d'un traducteur. Celui-ci a bien rempli son rôle et s'est même intéressé au fromage. Il est aussi capable maintenant d'assurer la production! La famille qui me logeait était très sympathique. Nurgul, la maman, maîtrise très bien la fabrication. La dernière période, comme le fromage était apprécié et que la vente marchait bien, il a fallu forcer la production, même sans interprète. Pour Nurgul, la fabrication représente un travail important. Au village, plusieurs familles sont intéressées par cette activité, mais comme elles ne possèdent qu'une à trois vaches, la quantité de lait

est minime. Il faudra voir quelle suite donner à ce projet.

Dans ce pays, l'agriculture se pratique de manière archaïque. La majorité des familles ne disposent que d'un à trois hectares. Le village compte seulement deux à trois vieux tracteurs; des machines que l'on utilisait chez nous, il y a cinquante ans. Les vieilles moissonneuses ne parviennent pas toujours à terminer les moissons avant l'arrivée de la pluie. A plusieurs reprises, les paysans ont souhaité que nous fassions venir de vieilles machines suisses plus performantes. C'est bien triste de voir des terres aussi fertiles et des paysans qui ne disposent pas du matériel nécessaire pour les cultiver.

Un jour nous avons visité la fromagerie industrielle de Siut Bulak, au nord du Kirghizstan, projet soutenu par la Coopération suisse. Là, 2'000 petits producteurs livrent 40 t. de lait chaque jour. On y fabrique quotidiennement 4t. de fromage. Pour cette quantité, le lait doit être pasteurisé. La qualité des produits est donc différente. Le fromage est exporté presque en totalité, au prix entre 8 et 10.- Fr le kg. au Kazakhstan voisin, car les Kirghizes n'ont pas les moyens de se l'offrir. Faisons la comparaison. En Suisse, si le lait est payé 80 centimes le litre, il faut multiplier ce prix par 25 pour obtenir 20.- Fr. le kilo de fromage. Au Kirghizstan, le lait est payé 2,5 centime. Il doit être multiplié par 300 pour atteindre 7,50.- Fr. le kilo de fromage. Un producteur de lait Kirghize qui livre 20 kg de lait touche 20 centimes! «La fromagerie rapporte aussi à la Suisse, nous a dit le directeur de cette entreprise. L'aide représente le 30 % du capital. Le reste consiste en des actions en capital dont la Suisse bénéficie».

Cette expérience me permet de constater que même la Coopération Suisse se met au service de l'industrie et des spéculateurs, au lieu de permettre aux paysans de vivre dignement de leur travail, pour le bien de la collectivité.

Quelle suite donner à ce projet?

Au début, il s'agissait de voir si cela était possible d'apprendre à une famille de bergers passant l'été en haute montagne à faire du fromage. Car malgré une production importante de lait de haute qualité et l'impossibilité de le transporter en plaine, il n'existe pas de tradition fromagère dans le pays. Cette première expérience est positive. Le fromage est apprécié, c'est un plus pour la mise en valeur du lait,

l'alimentation de la famille et il y a des amateurs, surtout avec le tourisme qui se développe, principalement des tournées à cheval dans ces magnifiques montagnes. La yourte montée pour la fabrication et la cave creusée dans la montagne répondent idéalement à la fabrication artisanale en montagne. Au village plusieurs familles sont intéressées par cette activité. Vu leur situation de vie très précaires ce serait une source de revenu appréciable. Mais comme elles possèdent qu'une à trois vaches cela de manderait une organisation en groupe avec un fromager, une yourte de fabrication et une cave appropriée.

J'ai déjà participé à des projets de fromagerie dans différents pays avec succès. L'important c'est de développer quelque chose qui corresponde à la capacité des gens; c'est à dire avec des investissements raisonnables. Dans ce cas, la chose me paraît possible. Le but étant de développer l'autonomie des petits paysans.

Pour le moment c'est une personne qui est à l'origine de ce projet. A elle seule, elle ne pourra pas assumer l'évolution de ce projet, surtout que en plus il faudrait permettre à ces paysans de cultiver leur terre dans des conditions normales. Pour tout renseignement, vous pouvez contacter: «falk@hotmail.com».

En octobre 2008, j'avais participé à la 5^{ème} Conférence de La Via Campesina. J'attends beaucoup de cette organisation pour défendre le droit à l'existence et à la fonction des petits paysans dans le monde. Sur le plan de la solidarité il faudrait que des paysans à la retraite, comme dans mon cas, soient d'accord de se mettre à disposition de certains groupes pour des échanges de savoir.

En conclusion, pour dénoncer les conséquences de la pression que vivent aussi les producteurs de lait et les fromagers de montagne en Suisse, je me permets de reprendre le manifeste distribué à l'occasion de l'assemblée générale des fromagers d'alpage de mars 09, à Charmey.

Manifeste Slow Food en défense du Fromage au Lait Cru

Le fromage au lait cru n'est pas seulement un aliment merveilleux, c'est l'expression authentique d'une des meilleures traditions gastronomiques. C'est un art et un style de vie. C'est une culture, un patrimoine et un paysage aimé. Et il est menacé de disparition ! En danger parce que les valeurs qu'il incarne sont en contraste avec la stérilisation et l'homogénéisation des produits

alimentaires de masse.

Nous faisons un appel à tout les amateurs de bonne table dans le monde, dans l'espoir qu'ils répondent promptement en défense de cette noble tradition fromagère. En défense pour ainsi dire, de ce qui, plusieurs siècles durant, a offert une saveur agréable, et du plaisir, de ce qui a permis la subsistance, et qui aujourd'hui risque de périr à cause de nouveaux contrôles hygiéniques imposés globalement par les lois de la grande production.

Nous faisons un appel afin que toutes les lois discriminatoires soient abolies. Celles de l'Union Européenne, du WTO, de la Food and Drug Administration et de beaucoup d'autres organisations gouvernementales dans le monde, qui limitent de manière arbitraire la liberté du citoyen consommateur dans le choix d'acquiescer ses fromages, tout en essayant de miner les sources de subsistance des artisans qui les produisent.

Nous déplorons les tentatives des autorités compétentes d'imposer standard prohibitif de production, au nom de la protection de la santé des consommateurs.

Nous croyons que ce type d'imposition va générer l'exact opposé de ce à quoi elles étaient vouées. La santé bactériologique de nos produits fromagers non pasteurisés est en effet anéantie par les procédures de stérilisations trop scrupuleuses. En même temps, la santé des êtres humains risque d'être sérieusement compromise par un régime à base de seuls aliments stériles. Si notre système immunitaire cesse d'être «défié», il arrêtera de fonctionner, rendant inefficace les cures médicales.

En outre toutes les propriétés organoleptiques du fromage sont sauvegardées par la non-pasteurisation.

Nous faisons ainsi appel à ceux qui ont le pouvoir de sauvegarder la diversification et la complexité de nos aliments régionaux, la santé et le bien être de nos communautés rurales: agissez maintenant et identifiez un système de réglementation qui soit approprié, flexible et adapté à une réalité diversifiée comme la nôtre, qui assure des contrôles adéquats et qui manifeste une disposition positive vers le futur de cette noble tradition.

Pensez que, une fois perdue, on ne pourra plus récupérer ces savoir faire transmis durant des générations, ces techniques uniques et ce sens de responsabilité que cette culture demande.

Martin Chatagny
Hennens, le 24. 11. 09.

ACTUALITES LAITIÈRES

Le jeu de l'industrie laitière suisse

Les producteurs doivent être payés équitablement, à savoir 1 Fr/litre pour assurer l'avenir du modèle de production laitière voulu par les citoyens suisses. Il doit être durable, géré par des familles paysannes, multifonctionnelle, axé sur la vente de proximité et répartie dans tout le pays. La très grande majorité des consommateurs sont d'ailleurs prêts à y mettre le prix. De son côté, l'industrie de transformation doit avoir du lait suisse en suffisance pour faire fonctionner ses usines, alimenter les consommateurs et fournir ses marchés d'exportation haut de gamme. Les deux acteurs sont donc interdépendants et jouent dans la même cours. Or aujourd'hui, seul le producteur suit les règles du jeu. Le lait livré est de qualité et en suffisance. L'industrie triche puisqu'elle ne paie pas suffisamment les producteurs. Elle prend donc la volonté des citoyens en otage.

Selon les industries, la baisse de 20 ct/litre de lait de cette année est liée au marché soudainement devenu moins porteur, ce qui a engendré une situation de surproduction et la création de stocks de poudre de lait et de beurre qui coûtent extrêmement cher à évacuer. Alors que la situation était très tendue pour les producteurs, les quatre principales industries n'ont jamais appelé unanimement à la baisse

de production au plan national. Cette crise démontre donc bien que l'industrie n'est pas capable d'adapter –ou alors ne le souhaite pas- la production pour faire remonter le prix aux producteurs.

Partant de ce constat, Uniterre pense qu'il n'est pas envisageable que l'Etat, l'organe représentant l'ensemble des citoyens de ce pays, attribue la force obligatoire à l'industrie laitière. La responsabilité de la production de lait et de l'approvisionnement des usines doit être attribuée uniquement aux producteurs et à la Fédération des producteurs suisses de lait.

Uniterre est d'ailleurs très surpris que l'industrie tienne absolument à maîtriser la gestion des quantités et les frais administratifs y liés. Cherche-t-elle à baisser les frais des producteurs? Craint-elle une quelconque pénurie? Craint-elle de voir baisser sa production de poudre de lait et de matière grasse? Craint-elle une concurrence de la vente directe? Craint-elle que la poule aux œufs d'or lui file entre les pattes? Cette dernière supposition n'est sans doute pas si fausse. Dans tous les cas, cette volonté de maîtrise contraste avec le discours libéral habituel auquel nous a habitués ce secteur.

En réalité, l'industrie laitière suisse ne sera jamais compétitive sur les marchés

européens ou mondiaux si elle devait payer correctement les producteurs et ses propres employés. Elle le sait et elle le dit elle-même. Le niveau de vie et les coûts de production suisses sont élevés.

Pour compenser cet handicap et ses pertes inévitables dans la compétition internationale, elle va organiser et exploiter ses différentes sources de revenus réelles, à savoir le rachat d'entreprise du secteur à l'étranger, un prix bas permanent aux producteurs suisses, l'argent de la Confédération, quelques marchés de niche sur le marché d'exportation et bien entendu l'excellent pouvoir d'achat des consommateurs suisses.

Pour ces derniers, il est certain que l'industrie et la grande distribution préparent de concert, un renforcement du marketing vantant les vertus durables des produits laitiers locaux et de qualité suisse. Le prix des produits laitiers suisses pourrait alors être un « must » dont le prix pourrait grimper dans les grandes surfaces, jusqu'à devenir - peut-être - un luxe peu accessible pour certain-e-s. Ces derniers n'auront qu'à se diriger sur des produits de moindre qualité, meilleur marché, provenant de l'Union européenne voire de plus loin.

Le lait de proximité suisse sera donc la poule aux œufs d'or de l'industrie

laitière suisse de demain et elle le sait. Elle a donc tout intérêt à garder le contrôle des quantités et à organiser la surproduction pour maintenir un prix aussi bas que possible aux producteurs. Pour maintenir la pression sur ces derniers, elle propage à qui veut l'entendre sa rhétorique habituelle des structures agricoles suisses peu compétitives, de l'importance de rationaliser la production, etc. Ce discours lui évite ainsi de se remettre en question et d'accepter ses propres faiblesses. Reporter ses propres problèmes et inquiétudes sur les producteurs et les consommateurs est une politique de lâche qui montre bien l'état d'esprit du milieu.

Or le temps est venu, pour nous producteur, de nous affranchir de ce discours et de ne pas laisser filer le poussin de la basse-cours. Il est de notre responsabilité de lui fournir du grain pour qu'il grandisse normalement et qu'il devienne notre poule et non celle de l'industrie. Quant à la couleur de l'œuf, nous nous satisferons de l'argent s'il permet de nous payer correctement tout en rendant accessible nos produits à la plus grande majorité de nos consommateurs.

Nicolas Bezençon

France - vers une nouvelle grève du lait?

Nous savons qu'en Suisse, l'économie laitière s'est réorganisée autour d'une interprofession dominée par l'industrie. Les prix mondiaux sont à la hausse et depuis juillet le prix européen est déjà monté de 5 cts. Cela voudrait donc dire que le prix en Suisse devrait immédiatement monter de 7 cts. Pour jauger l'IP Lait, il restera cependant à voir, si cette augmentation de prix sera répercutée chez les producteurs. Par ailleurs l'exemple de nos collègues européens devra peut-être inspirer nos futures actions...

En France, depuis plusieurs mois déjà, la situation laitière des exploitations continue à se dégrader. Nous assistons à une baisse inacceptable du prix du lait, et par voie de conséquence, des revenus. L'Association des Producteurs de Lait Indépendants, fer de lance du mouvement de révolte des producteurs de lait en France, se bat, pour que, à travers le prix du lait, soient reconnus, la matière, les coûts de production et une rémunération juste du producteur.

Malgré une forte amélioration des cours du beurre et de la poudre de lait (identiques à 2007-2008), une bonne valorisation globale des produits laitiers

depuis plusieurs semaines, le prix payé aux producteurs reste désespérément bas.

A cela, deux raisons majeures :

- Une volonté des industriels d'engranger des recettes importantes en période de troubles.
- Un accord interprofessionnel signé par la FNPL, non révisé, qui plombe le prix maximum du lait à 28 cts d'euro, ce qui entraîne une restructuration sans précédent de la filière et signifie l'élimination de très nombreux producteurs de lait!

Après maintes tentatives d'accéder à une table ronde avec l'interprofession, l'APLI, l'OPL et la Confédération Paysanne n'ont essuyé que des refus catégoriques de la part de la Fédération Nationale des Producteurs de Lait (FNPL) alors que celle-ci ne représente que 16 % des volumes de lait.

La Loi de Modernisation Agricole, prévue pour janvier 2010 prévoit une contractualisation (volume A et B) entre producteurs et industriels. Officiellement, afin de palier à la disparition des quotas prévus en 2015. Pourquoi cette précipitation? Les industriels veulent aller vite, le gouvernement aussi! Il

s'agit d'un ratio A/B non dissociable des quantités livrées (quelque soit la quantité livrée, les producteurs seront toujours payés avec les ratios A et le B). Par le transfert de la gestion des quantités de l'Etat aux laiteries, cette contractualisation aggrave encore le déséquilibre du pouvoir de négociation entre laiteries et producteurs de lait.

Depuis le mois de décembre, l'APLI met donc en place un «Office du Lait» ouvert à tous les producteurs laitiers sans exception. Plus d'un milliard de litres ont déjà été regroupés. Parallèlement, une démarche similaire en Allemagne regroupe déjà un tiers des producteurs de lait. Cet office aura pour mission de se glisser au niveau de l'interprofession renouée, renforcée dans son pouvoir de négociation auprès des industriels par la masse unitaire de volume de lait représentée. Le point de départ de négociation sera l'analyse du coût de production. La commercialisation restera du domaine du producteur; aucune incidence sur la collecte, le tank, la laiterie... Le degré d'organisation déterminera la clé du succès.

Le but est de mettre en face des industriels (structures commerciales),

un partenaire autre que «syndical» (FNPL): l'«Office du Lait» (structure de négociation concurrentielle).

Les coûts de fonctionnement seront couverts par le transfert de la CVO (Cotisation Volontaire Obligatoire) prélevée sur les paies de lait.

La grève du lait a démontré que les producteurs étaient capables d'unir leurs forces au-delà des clivages syndicaux. Par la même démarche, il leur faut adhérer massivement à l'Office du Lait, pour défendre l'avenir des producteurs de lait indépendants!

Rudi Berli

InterLock
Le confort par excellence

TAPIS CAOUTCHOUC

- ✓ Etables & stabulations
- ✓ Rénovations et neuf
- ✓ Sans comparaison avec béton/asphalte
- ✓ Antiglisse et isolant
- ✓ Devis sans engagement

LGC SA - CP 48 - 1627 VAULRUZ

☎ **026 913 79 84**

✉ swiss@animat.ca www.animat.ca

BRÈVES DU SYNDICAT

Condamnation suite à l'action à Pringy

Le 4 décembre, nous avons appris par le Juge d'instruction de Fribourg, M. Jean-Luc Mooser, que le Président d'Uniterre, M. Pierre-André Tombez a été condamné à 80 heures de travail d'intérêt général avec 2 ans de sursis pour l'action qu'Uniterre a menée à Pringy le 18 mai 2009. Les autres personnes inculpées sont mises au bénéfice d'un non-lieu.

Uniterre est choqué de constater que le seul canton où Uniterre est inculpé, puis condamné, suite aux actions qu'il a menées pour la défense du prix du lait et une gestion stricte des quantités de lait, est le canton de Fribourg.

Partout ailleurs, de nombreuses actions ont été menées sans aucune conséquence judiciaire pour notre syndicat. Mais à Fribourg, notre action du 18 mai 2009, où nous avons fait pression sur la Fédération des Sociétés de Laiteries Fribourgeoises pour qu'elle applique ses propres décisions prises en assemblée, il en va autrement. Ceci alors que nous sommes presque sûrs que notre action sur le fond aurait pu recevoir

le soutien d'au moins deux Conseillers d'Etats fribourgeois si nous leur avions demandé leur avis.

Il y a de quoi se poser des questions! Nous sommes en droit de supposer que la justice fribourgeoise manque clairement d'indépendance et qu'elle est au service des grandes entreprises laitières qui sont actives sur le canton.

Par cette condamnation avec sursis, la justice fribourgeoise tente de faire taire Uniterre et empêcher d'autres actions syndicales sur sol fribourgeois.

Après les menaces que subissent certains producteurs de la région qui livrent leur lait en direct aux entreprises sises sur le canton, voilà que la justice

s'en mêle. Toute tentative pour essayer de remettre la production laitière sur les rails est étouffée à Fribourg. Les producteurs fribourgeois qui osent élever la voix sont immédiatement convoqués par les directions des entreprises pour s'expliquer. Quel manque de liberté syndicale! Où sommes-nous? Sur d'autres continents, ce genre de pratiques est plus fréquent; nous ne nous attendions pas à cela dans un canton suisse.

Nous nous adressons ici à tous les acteurs qui cherchent à étouffer la lutte légitime du syndicat Uniterre pour des prix équitables; lutte qui reçoit une forte adhésion bien au delà de la base propre du syndicat. Si M. Tombez est

tenu au silence pour deux ans, sachez que 1949 autres membres d'Uniterre sont prêts à prendre le relais pour des actions futures. Lors du comité du 11 décembre, nous avons pris la décision de faire recours contre ce jugement.

D'autant que nous avons appris qu'un autre membre d'Uniterre est également convoqué début février 2010 par le même Juge suite à une plainte déposée par M. Briw (responsable des achats de lait chez Elsa) le 13 novembre dernier après notre action à Meyrier du 24 septembre 2009...

Vous serez informés des suites dans les prochaines semaines.

Valentina Hemmeler Maïga

L'UPOV refuse la participation des organisations paysannes et de la société civile

Le 21 octobre 2009, le Conseil d'Union pour la Protection des Obtentions Végétales (UPOV) a rejeté la demande d'accréditation de l'association «Association of Plant Breeding for the Benefit of Society» (APREBES) et ECVC (précédemment CPE).

ECVC est un membre de la Via Campesina, le plus grand mouvement international de petits et moyens paysans européens, de sans terre, de paysannes, d'indigènes, de jeunes ruraux et d'ouvriers agricoles. APREBES a été fondée par des organismes travaillant sur les questions concernant la sélection des plantes et la réglementation de l'UPOV. «...».

La demande d'accréditation vise à permettre, aux organisations travaillant sur les problèmes liés à la protection des variétés et aux droits des agriculteurs, de suivre les discussions intergouvernementales de l'UPOV sur un pied d'égalité avec les représentants des industries semencières qui sont accréditées à l'UPOV depuis longtemps.

«La décision du comité consultatif de l'UPOV est très décevante. La décision prouve que l'UPOV n'inclut pas et ne supporte pas les organisations paysannes et de la société civile qui travaillent dans l'intérêt des petites et moyens paysans et d'un public plus large. Le rejet de la demande d'accréditation montre également que l'UPOV favorise et préfère impliquer uniquement les détenteurs de droits, les compagnies

semencières privées, les représentants dans ces processus de décision» - Teshome Hunduma du Development Fund.

Un tel rejet est également une violation au règlement de l'UPOV concernant l'octroi du statut d'observateur. Le paragraphe 2 du règlement déclare: «L'octroi du statut d'observateur aux organisations non gouvernementales intergouvernementales et internationales est réservé aux organismes qui ont des compétences directes sur les sujets régis par la convention d'UPOV. [...] Les statuts des organisations non gouvernementales internationales seront la base pour déterminer ces compétences».

La compétence d'APREBES et ECVC est remise en question. En fait, ECVC détient une énorme connaissance pratique sur les semences étant donné qu'elle représente les personnes qui plantent et cultivent les semences! Il est remarquable que l'UPOV affirme que d'autres observateurs, tels que l'Association Internationale pour la Protection de la Propriété Intellectuelle (AIPPI) a plus de compétences sur le sujet qu'une des plus grandes organisation paysanne au monde! De plus, il est largement connu que les membres de l'organisation APREBES sont actifs sur les problèmes liés à la sélection des plantes et aux droits de propriétés intellectuelles concernant les semences et les plantes depuis de nombreuses années.

M. Jördens, le Vice-Directeur General de l'UPOV a plaidé l'inacceptabilité pour refuser l'accréditation des deux organisations sur la base d'allégations et de spéculations. Il a déclaré qu'une organisation membre d'APREBES œuvre pour empêcher le Népal d'accéder à la convention UPOV. M. Jördens a également lu une déclaration de la Via Campesina, de 2009, au comité directeur du TIRPAA à Tunis, qui réclame la suspension des droits de propriété intellectuelle sur les semences en connexion avec la crise actuelle globale, que Jördens considère comme contraire à la convention de l'UPOV et donc inacceptable.

Les arguments de M. Jördens avancés comme base de rejet de l'accréditation sont une évidence que ces organisations (ECVC et APREBES) travaillent bien sur les questions relatives à l'UPOV. Ils montrent également que le secrétariat de l'UPOV n'est pas neutre et ne veut pas que tous les points de vue soient représentés dans les discussions de l'organisation.

«Une organisation qui n'autorise comme observateur que ceux qui sont en ligne avec l'idéologie de leur secrétariat n'a pas de place au 21ème siècle. En tant qu'organisation multilatérale, elle devrait respecter des principes de transparence et d'équité, être inclusive et ne pas favoriser uniquement les semenciers» - Guy Kastler de ECVC.

Le récent rapport du rapporteur spécial

de l'ONU pour le droit à l'alimentation a présenté l'évidence de l'impact des lois de protection des obtentions végétales sur la vie des paysans et de leur sécurité alimentaire. Dans ce contexte, en refusant les organisations paysannes et les ONG's travaillant sur le droit des agriculteurs et la souveraineté alimentaire est indéfendable. Ce rejet montre que l'UPOV n'est pas intéressée de prendre en compte les problèmes qui affectent la majorité des communautés vulnérables, ni la souveraineté alimentaire et la biodiversité. Avec cette attitude, l'UPOV ne pourra faire face aux défis globaux actuels. Nous appelons les organisations gouvernementales et intergouvernementales à coopérer avec l'UPOV pour prendre ou supporter des mesures pour une meilleure transparence et représentativité dans tous les membres de l'UPOV.

European Coordination Via Campesina – ECVC, Development Fund, LI-Bird, Berne Declaration, Searice, Third World Network, Center for International Environmental Law (CIEL)

JOYEUSES FÊTES DE FIN D'ANNÉE

Toute l'équipe d'Uniterre vous souhaite une excellente fin d'année 2009 et tout le meilleur pour 2010.